

Projet CAPDOR

Capitalisation et Diffusion des Connaissances issues des dispositifs de Recherche partenariale sur le développement agricole et rural

Emergence de la gouvernance alimentaire locale comme objet de recherche et d'action publique.

Une lecture historique à partir du cas de Terres en villes

Contributeurs :

Serge Bonnefoy (Terres en villes) et Frédéric Wallet (Inra Sadapt)



CAPDOR est un projet financé par le Réseau Rural National dans le cadre de l'appel à projet « Mobilisation Collective pour le Développement Rural 2015 »

Pour citer ce document :

Serge Bonnefoy (Terres en villes) et Frédéric Wallet (Inra Sadapt). Juin 2016.
Les notes de synthèse CAPDOR : Emergence de la gouvernance alimentaire locale comme objet de recherche et d'action publique. Une lecture historique à partir du cas de Terres en villes, Projet CAPDOR – PSDR.

Table des matières

Introduction	3
I – Les étapes du partenariat et l’apport de la recherche.....	3
I.1 – Les héritages initiaux	3
I.2 – Le parcours de Terres en villes et l’effet PSDR.....	7
I.21 - Premier temps (2000 à 2005) : une tentative volontariste de partenariat à l’initiative de la recherche, prématurée malgré les héritages fondateurs	7
I.22 - Deuxième temps (2006 à 2010) : le développement du partenariat recherche au gré de la structuration de l’activité du réseau, de celle de ses membres et partenaires	10
I.23 - Troisième temps (2010 – 2013/2014) : L’expérience initiatrice et formatrice, la recherche-action Formes Agraires Formes Urbaines.....	17
I.24 - Quatrième temps (depuis 2015) : une stratégie Lieu ressources fondée en partie sur la coproduction de recherches-action comme le Projet PSDR 4 FoRmes Urbaines et Gouvernance ALimentaire (Frugal)	21
II – Les apports de la recherche au réseau Terres en villes	24
II.1 - Des apports certains mais toujours discutés	24
II.2 – Le bilan des apports des travaux scientifiques et méthodologiques de PSDR sur la thématique gouvernance alimentaire auprès du réseau et de ses membres	25
II.3 – Les premiers enseignements de PSDR4	25
Conclusion	27
Contacts CAPDOR	28

Introduction

La gouvernance alimentaire territoriale, aujourd'hui considérée comme un axe majeur de la politique agricole et de l'action des collectivités locales ne s'est imposée que très récemment comme enjeu clé du développement des territoires. Parallèlement on constate son avènement tardif et progressif en tant qu'objet de recherche. Ces deux mouvements, assez largement concomitants, partagent le fait de s'être en grande partie construits à travers des processus d'interaction avec des dispositifs associatifs militant pour la reconnaissance du caractère majeur des enjeux alimentaires pour une évolution des pratiques agricoles et la transition des modèles de développement sur les territoires. L'expertise de terrain portée par ces groupes d'acteurs est ainsi venue stimuler la réflexion des acteurs publics comme celle des équipes de recherche, tout en se nourrissant en retour des résultats des travaux scientifiques.

Pour illustrer ce processus de structuration, la présente note revient sur le parcours de partenariat de Terres en villes avec la recherche et les apports du Programme PSDR sur la thématique de la gouvernance alimentaire des territoires.

Produite dans le cadre de l'axe 1 du projet CAPDOR, elle vise également à rendre compte des apports méthodologiques et du type de connaissances actionnables qui ont été produits dans le cadre de ces projets de recherche successifs, et permet de mettre en évidence la manière dont s'est petit à petit constituée une communauté regroupant acteurs de terrain, chercheurs et décideurs publics sur ces questions de gouvernance alimentaire territoriale.

Dans une première partie, cette note met en vis-à-vis le parcours de partenariat entre le réseau Terres en villes et la recherche, avec l'émergence du domaine de recherche de la gouvernance alimentaire territoriale (dont trois projets PSDR emblématiques, PSDR 2 Panier de biens et de services, PSDR 3 Liproco et Coxinel). Puis dans une deuxième partie, elle présente les principaux enseignements de ce partenariat.

I – Les étapes du partenariat et l'apport de la recherche

I.1 – Les héritages initiaux

Terres en villes a été créé en juin 2000 à Perpignan. Il aura fallu plus d'une dizaine d'années pour que les agglomérations d'Aubagne, Grenoble, Le Mans, Nantes, Rennes et Perpignan réussissent à porter le réseau sur les fonts baptismaux.

Terres en villes a bénéficié de deux types d'héritage en matière de compagnonnage avec la recherche :

- **Celui de son secrétaire technique**, Serge Bonnefoy qui se destinait initialement à une carrière de chargé d'études au Cemagref de Grenoble avant de rejoindre en 1982,

l'Atelier Départemental d'Aménagement Rural (ADEAR) de la Direction Départementale de l'Agriculture de l'Isère.

Le petit réseau de Serge Bonnefoy dans le domaine de la recherche¹, son appétence pour celle-ci même s'il n'est revenu à la recherche qu'en 2011 comme chercheur associé de l'UMR Pacte de Grenoble, et les coopérations recherche de l'ADEAR 38 et de l'Atelier Régional d'Etudes et d'Aménagement Rural Rhône-Alpes (AREAR)² faciliteront le rapprochement entre les acteurs de l'agriculture périurbaine et les chercheurs.

- **Celui de ses 6 membres fondateurs** : quatre (Y Grenoblois, Aubagne, Le Mans et Rennes) des six agglomérations fondatrices de Terres en villes collaboraient déjà avec la recherche.

C'est l'ADAYG qui assurait le secrétariat de Terres en villes et dont Serge Bonnefoy était le directeur, qui avait développé de 1984 à 2000 le principal partenariat avec les universités grenobloises (IGA, IUG, IEP), l'ISARA, l'ENSP Versailles d'André Fleury, l'INRA, le Politecnico di Milano... Deux organismes partenaires facilitèrent ces contacts, le CEDAG et la Bergerie Nationale de Rambouillet. Les relations avec la Bergerie furent souvent conflictuelles en raison de divergences sur la nature du futur réseau national de l'agriculture périurbaine et son leadership.

Plusieurs orientations stratégiques, opérations et opportunités ont contribué à **l'apprentissage empirique du partenariat entre l'ADAYG et la recherche** :

- La mise en œuvre de la politique agricole de l'Y Grenoblois et de son programme d'actions fort diversifiées, souvent innovantes. Plusieurs actions initièrent des collaborations avec des équipes de recherche souvent identifiées à la faveur de colloques, conférences et rencontres : ce fut le cas pour des études de filière, de diversification des exploitations (Inra, Chrysalide) ou de valorisation des produits locaux (Isara).
- La participation à des opérations multi-sites à l'initiative d'organismes d'intermédiation ou de la recherche comme l'opération Emploi Formation Environnement (EFE) du Centre d'Etudes de l'Agriculture de Groupe (Cedag), le projet de recherche « l'agriculture, actrice de la ville émergente » (1998/2000) financé dans le cadre du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) du Ministère de l'Équipement ou le projet Interreg III B Med Métropole Nature (2002 - 2005) porté par l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG).

¹ Assistant d'université à Annaba de 1978 à 1980 avec Bernard Pecqueur, Serge Bonnefoy a soutenu en avril 1982 une thèse d'économie sur « La politique de la montagne et la question industrielle – l'exemple de la Savoie ». A cette époque, ce sont les domaines de recherche de la montagne et de la périurbanisation qui mobilisent le futur secrétaire technique.

² Principalement coopération avec le CEP Rural et l'Irsead de Pierre Müller et Egizio Valceschini, partenariat avec l'ISARA, l'Institut de Géographie Alpine de Grenoble, la sociologie rurale de l'université de Lyon II, le Groupement d'Intérêt Scientifique des Alpes du Nord dont le Cemagref et l'Inra.

L'opération EFE initia l'ADAYG aux exigences méthodologiques d'une expérimentation multi-sites et la valeur ajoutée d'un réseau de sites. Et les recherches-action conduites dans le cadre du programme Ville Emergente du PUCA et d'Interreg, qui mobilisaient des chercheurs renommés comme Martin Vanier ou Alain Faure, ont été particulièrement formatrices pour comprendre les différences d'enjeux et de postures entre chercheurs et acteurs.

- Les sollicitations de chercheurs de l'IGA auprès de l'ADAYG concrétisées dès 1986 par la rédaction d'un article commun dans la Revue de Géographie Alpine³ ouvrirent un partenariat récurrent. Il ne dépassa pourtant jamais l'accueil ponctuel de stagiaires et quelques interventions de l'ADAYG à l'université, malgré les propositions de l'association.

Le thème de l'agriculture périurbaine a semble-t-il longtemps été sous-évalué par la recherche grenobloise⁴ : il paraissait trop « localiste ». Et l'association n'était pas une institution bien assise comme pouvait l'être la DDA ou une collectivité. Enfin les relations entre le responsable de l'ADEAR – lui-même professeur associé à l'IGA – et le Directeur de l'ADAYG était trop complexes pour faciliter l'affaire.

- Les diverses tentatives de création de réseau de l'agriculture périurbaine⁵ eurent le mérite d'ouvrir l'ADAYG sur plusieurs autres équipes de recherche, notamment la recherche en agronomie et agriculture (Inra, ENSP...) et en géographie agricole périurbaine (Jean Vaudois de l'université de Lille). Elles initièrent la rencontre déterminante avec l'ENSP de Versailles et le Larep créé en 1995 par André Fleury, Pierre Donadieu et Roland Vidal.

Les onze années qui se sont écoulées entre le colloque Agriville 89 durant lequel l'ADAYG proposa la création du réseau Agriville Rhône-Alpes (une première étape) à ses partenaires lyonnais et stéphanois, et la création effective de Terres en villes en juin 2000 à Perpignan, furent aussi l'occasion de tisser les premiers contacts européens. Il faut dire qu'après l'échec d'Agriville Rhône-Alpes, l'ADAYG assura l'animation du réseau informel Agriville Europe qui regroupait les Régions du réseau des 4 moteurs (Bade Württemberg, Catalogne, Lombardie et Rhône-Alpes) élargi à la Province de Turin. Ces contacts seront mis à profit plus tard par Terres en villes.

³ BONNEFOY, S. et DAVID, J., « L'Agriculture périurbaine grenobloise, nouvelle composante de l'aménagement », Revue de Géographie Alpine, vol. 74, n°3, 1986, pp. 265-290

⁴ Ce sont en fait les chercheurs de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble comme Yves CHALAS théoricien de la nature en ville, Josée JEANNERET ou Gilles NOVARINA théoricien du système vert et ceux du CEMAGREF comme Nathalie BERTRAND qui accorderont les premiers une attention soutenue aux enjeux agricoles périurbains.

⁵ L'idée de réseau fut évoquée dès les 1ères rencontres de l'Agriculture et de la Ville à Grenoble en 1987⁵ et le colloque « Agriville 89 » en 1989

L'agglomération du Mans apporta sa contribution via un professeur du Lycée agricole du Rouillon, lui-même doctorant. Il favorisa un temps les relations avec la recherche locale et porta une forte exigence intellectuelle dans les travaux du réseau. Pour leur part, les rennais travaillaient avec les chercheurs d'AgroCampus Ouest et de l'université de géographie locale. Le coprésident rennais de Terres en villes facilita dans les premières années du réseau, son intégration dans un projet ADAR, « Dialog » pilote par l'AFIP. Ce projet était encadré par un comité scientifique qui comprenait, notamment le géographe rennais Yvon Le Caro. L'agglomération d'Aubagne travaillait quant à elle avec la faculté de géographie de l'Université d'Aix-Marseille I, plus particulièrement Jean-Noël Consoles. Elle a contribué quelques années plus tard à mettre en place le partenariat entre le réseau et cette université sur la thématique du développement des circuits courts en 2007. Enfin les chambres d'agriculture qui avaient bien souvent leur propre partenariat avec la recherche, jouèrent également un rôle positif en la matière : elles sollicitèrent plus tard Terres en villes pour des projets CasDar qui mobilisaient des chercheurs en agronomie (Esa Angers, INRA).

Cet héritage de bon niveau était diversifié. La recherche agronomique côtoyait la recherche universitaire, des chercheurs plus militants côtoyaient des chercheurs plus proches de l'orthodoxie agricole de l'époque.

L'apport de la recherche sur la gouvernance alimentaire et du programme PSDR

La gouvernance alimentaire, terme hérité de la recherche anglo-saxonne, n'était pas à cette époque un thème de la recherche française. **La recherche en agriculture périurbaine, très marquée par l'école francilienne, était à la fin des années 90 centrée sur la périurbanisation, le foncier agricole, l'agri-urbanisme et la multifonctionnalité.** Il existait bien une première recherche sur les circuits courts mais les travaux étaient liés au grand Est et surtout Sud-Est (cf. Daniel Capt⁶ à Dijon, chercheurs de l'Isara Lyon). Quant aux travaux de l'économie de proximité, ils commençaient seulement à investir ce champ mais concernaient les territoires ruraux.

Le programme PSDR alors appelé DADP, initié par Michel Sebillotte à l'INRA, a été mis en place en région en 1996 : *« Le partenariat institutionnel et le cofinancement des recherches par les Régions apparaissent comme centraux et donnent corps au projet d'ensemble. Sur cette base sont lancés, en 1996, les Programmes en Région, qui reposent sur des conventions avec les partenaires régionaux dans les trois Régions pilotes : Languedoc - Roussillon, Pays de Loire et Rhône - Alpes. Le Programme DADP1 se déroule de 1996 à 2001 et se clôture par un Symposium national en Janvier 2000. »*⁷

⁶ Cf. sa thèse soutenue à Dijon en 1994 « Demande de biens différenciés, comportements spatiaux et diversification de l'activité des exploitations agricoles »

⁷ <https://www.psdr.fr/PSDR.php?categ=41&lg=FR&PHPSESSID=fcroneapskokg65jrtaas5j9n4>

C'est dans ce cadre qu'Amédée Mollard et Bernard Pecqueur commencèrent à formaliser la « théorie du panier de biens et de services » à partir de l'analyse du prix de l'huile d'olive de Nyons.

En définitive, **à la charnière des années 2000, l'alimentation des agglomérations et des métropoles mais aussi l'agriculture périurbaine, sont encore des impensés de la recherche pourtant la plus novatrice en matière d'agronomie et de développement régional.** Il faut dire que l'institution Régionale sur laquelle s'appuie DADP, peine traditionnellement à porter les attentes des métropoles et grandes agglomérations de son territoire d'autant plus que la politique agricole des régions privilégie les aspects catégoriels, sectoriels et ruraux.

I.2 – Le parcours de Terres en villes et l'effet PSDR

On distinguera quatre temps dans le partenariat acteurs/chercheurs de Terres en villes. Elles correspondent à des postures différentes du réseau mais aussi à l'évolution des postures des chercheurs vis-à-vis de Terres en villes.

I.2.1 - Premier temps (2000 à 2005) : une tentative volontariste de partenariat à l'initiative de la recherche, prématurée malgré les héritages fondateurs

Le **réseau Terres en villes, créé en juin 2000 à Perpignan**, a bénéficié de la collaboration développée en amont de sa création, entre l'ADAYG et certains chercheurs du Laboratoire de Recherche de l'École du Paysage (LAREP) de Versailles, André Fleury et Pierre Donadieu. Ceux-ci étaient à l'époque les principales références françaises (et parmi les principales références internationales) en matière de recherche sur l'agriculture périurbaine et urbaine.

André Fleury milita pour constituer une Unité Mixte Technologique sur l'agriculture périurbaine avec lui-même comme chef de file recherche et Terres en villes comme référent acteur. Deux réunions acteurs/chercheurs dont l'une avec les élus politiques furent organisées pour identifier les questions d'acteurs et les thèmes de recherche possibles, une démarche innovante pour l'époque.

En fait, cette proposition ne sera jamais menée à terme en raison :

- Des **conflits sur le « leadership recherche »** entre laboratoires de la sphère de l'agronomie et du paysage, conflits entre personnes,
- De différentes craintes vis-à-vis de Terres en villes :
 - **Terres en villes incluait des élus politiques.** Le partenariat avec les élus politiques semblait pour beaucoup de chercheurs une entorse à la démarche scientifique, démarche dont leurs instituts de recherche étaient les garants. Certains craignaient même que travailler avec le réseau ne présente un risque pour leur carrière scientifique.

- **Terres en villes était une jeune association** créée par 6 agglomérations seulement (4 intercommunalités, 4 chambres d'agriculture et 2 associations paritaires) et certains chercheurs travaillaient déjà avec les acteurs locaux, les chambres d'agriculture et le monde professionnel. Ils souhaitaient maintenir la pérennité des collaborations et ne pas « changer de partenaire ». Certains étaient aussi sceptiques sur la légitimité et la durée de vie du réseau.
- Il est possible aussi que le réseau (et/ou son secrétaire technique) soit apparu comme prenant ou pouvant prendre à terme trop de place, et porteur d'une **conception trop exigeante du partenariat**.
- Des **concurrences entre acteurs et entre territoires** commençaient à s'exprimer : certaines chambres d'agriculture (cf. plus tard celle des Bouches-du-Rhône avec le projet RMT « Agriculture périurbaine ») ne souhaitaient pas qu'une association récente devienne leader en la matière. Ces divergences correspondaient aussi à des concurrences entre laboratoires de recherche qui cherchaient à devenir leader sur la thématique.

L'échec du projet d'UMT a condamné une stratégie structurante mais qui arrivait trop tôt. Dans ce contexte, le comité scientifique de Terres en villes dont André Fleury avait accepté la Présidence, n'a jamais été installé. Dans la foulée, le rejet des deux projets partenariaux de recherche en 2005 puis en 2006 sur l'agriculture périurbaine dans le cadre d'appels à projets ANR et INRA n'a pas non plus permis de concrétiser une première recherche-action pluriannuelle qui aurait doté Terres en villes d'une expérience opérationnelle de référent acteur et lever bien des préventions.

C'est donc pour un temps, **un partenariat bilatéral d'intensité variée avec certains laboratoires et chercheurs** qui a été mis en place : partenariat avec le LAREP d'André Fleury et ses proches comme Paola Branduni et l'Institut d'Agronomie de Milan, échanges avec l'ENGREF Clermont-Ferrand à l'initiative de Vincent Piveteau, avec l'Université de Lille avec Jean Vaudois, ...

Le réseau doit au partenariat entre le LAREP et l'Institut d'Agronomie de Milan (dans le cadre d'un projet Leonardo), un appui décisif pour la mise en place de sa banque d'expériences. Celle-ci a été le principal outil de consolidation et de développement de l'activité du réseau durant la première moitié de la décennie 2000.

L'apport de la recherche sur la gouvernance alimentaire et du programme PSDR

Durant ces années, **la mise à l'agenda de la gouvernance alimentaire a été initiée par les acteurs et chercheurs liés à l'agriculture paysanne qui n'étaient pas en contact avec Terres en villes**. Le réseau qui a eu une activité assez réduite jusqu'en 2006, privilégiait par contre les échanges entre membres sur la politique agricole périurbaine locale et la protection du foncier agricole (cf. PAEN). Bien que la première AMAP ait été créée sur Aubagne en 2001, il faudra

attendre la période suivante pour que Terres en villes se saisisse de la thématique. Ce retard est aussi vraisemblablement dû à deux autres causes : la place marginale qu'accordaient les chercheurs franciliens de Terres en villes à la question des circuits courts, et la connexion insuffisante à cette époque entre l'ADAYG⁸ et les acteurs citoyens des AMAP grenobloises.

PSDR 2, entre innovations partenariales et impensés

Le deuxième programme PSDR (PSDR 2, 2002 à 2005) concerne cette fois cinq régions. Il a pris en compte la thématique périurbaine ainsi que l'économie territoriale et de proximité. L'approfondissement de la théorie du panier de biens et de services, l'analyse des conflits d'usage et de la périurbanisation se feront dans ce cadre. Mais la thématique de la gouvernance alimentaire est toujours un impensé tout comme Terres en villes est encore un acteur inconnu.

Par contre, **le projet PSDR 2 Panier de Biens et de Services** qui avait pour objectif de vérifier l'analyse faite dans le Nyonsais sur de nouveaux territoires (principalement Baronnies et PNR du Pilat) **a innové en matière de partenariat avec les acteurs et de valorisation.**

Côté partenariat, le projet a bénéficié de l'investissement important et régulier des deux chargés de missions des Baronnies et du Pilat, et a été structuré autour de deux types de réunion :

- Des séminaires de réflexion à raison d'un par an sur deux jours qui étaient des rencontres chercheurs-acteurs à titre individuel. Ces rencontres étaient « appliquées » et comprenaient des visites.
- Des formations au Panier de biens et services, à la fin du projet, qui cherchaient à développer la capacité des acteurs à appliquer les résultats de la recherche.

Le livrable réalisé à la suite du projet grâce aux financements régionaux comprenait le DVD Panier de Biens et Services, les paroles d'acteurs et 1 CD Méthodologie. L'impact du film a été significatif durant 5 années auprès des agents de développement du territoire rhônalpin. En revanche, les formations, non financées, se sont essouffées assez vite.

Pour PSDR 2, seule l'ADAYG a été sollicitée par les chercheurs, de manière très légère. La relation avec le projet de Panier Biens et de Services s'est limitée à un entretien sans suite entre le secrétaire technique rencontré en tant que Directeur de l'ADAYG et les deux chercheurs copilotes, Amédée Mollard et Bernard Pecqueur. En fait, **le territoire de région urbaine ne fut pas perçu à l'époque comme un territoire pouvant être le support d'une démarche de panier de biens et de service.** La recherche sur la qualité territoriale était dédiée à des territoires ruraux emblématiques de type Parc Naturel Régional. La relation avec le projet PSDR 2 du Cemagref Grenoble « Dynamiques territoriales périurbaines et nouvelles

⁸ L'influence grenobloise sur Terres en villes a été déterminante jusqu'en 2010. Or l'ADAYG était une association parapublique qui comprenait les intercommunalités, le Département de l'Isère et les trois chambres consulaires.

fonctionnalités de l'agriculture » a été plus importante mais très classique (entretiens, invitation au rendu des résultats) sans qu'on puisse parler d'un partenariat acteur/chercheur. Le réseau Terres en villes ne suscitait pas encore d'intérêt dans le milieu régional de la recherche. Mais la double appartenance du secrétaire technique familiarisa le réseau avec le dispositif PSDR.

I.22 - Deuxième temps (2006 à 2010) : le développement du partenariat recherche au gré de la structuration de l'activité du réseau, de celle de ses membres et partenaires

Les adhésions de nouvelles agglomérations, le souhait des membres de mieux bénéficier des savoir-faire des différentes agglomérations et la volonté du Conseil d'administration d'examiner les candidatures sur des bases plus précises conduisirent à renforcer l'animation du réseau, à le doter d'une Charte (2008) et à structurer son activité en trois missions conduites via quatre puis cinq grands chantiers. Cette structuration qui est toujours la matrice de Terres en villes, n'a pas été conçue avec l'aide de la recherche.

Le renforcement du partenariat avec la recherche, orienté par le développement de l'activité du réseau

Ce sont d'abord les nouvelles relations avec l'Ile-de-France (partenariat débuté en 2004 via André Fleury et adhésion de la Région et de la Chambre régionale d'agriculture en 2008) et l'Europe qui vont renforcer et diversifier le compagnonnage de Terres en villes avec la recherche.

Les échanges et travaux avec l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme et, à un degré bien moindre, l'Agence des Espaces Verts, des organismes très impliqués dans les recherches action, y contribuèrent. Mais l'élément déterminant a été l'introduction grâce à la Région Ile-de-France, de Terres en villes dans le cercle des partenaires du projet Interreg II Nord-Ouest « Sustainable Open Spaces ». Ceux-ci fondèrent le **réseau Purple** à La Haye en 2004. Le partenariat européen inter-réseaux mis en place (création en juin 2007 d'un inter-réseaux entre Purple, l'Arc Latin et Terres en villes) a élargi considérablement l'ouverture intellectuelle de Terres en villes : familiarisation avec les postures et les thématiques des chercheurs du Nord de l'Europe, sensibilisation aux théories du « green », notamment à la monétarisation des aménités vertes, familiarisation avec le monde et les codes européens, découvertes d'autres modalités de partenariat chercheurs/acteurs. Il a aussi démultiplié les occasions de projets européens Interreg qui mobilisaient systématiquement les chercheurs aux Pays-Bas, en Belgique mais aussi en Italie ou en Espagne, modalité encore peu répandue en France.

C'est ensuite **l'élargissement du champ d'activité de Terres en villes, champ structuré dorénavant en grands chantiers, qui suscita de nouvelles collaborations avec la recherche.** Le réseau dont la notoriété s'était accrue, bénéficia des partenariats existants entre les organisations du développement agricole et la recherche agronomique, notamment du dispositif Adar/Casdar, très friand des coopérations acteurs/chercheurs en agronomie et en sciences humaines et sociales.

Les quatre chantiers contribuèrent à renforcer les coopérations :

- le développement des activités du chantier 1 consacré à la **co-construction des politiques agricoles périurbaines** :
 - le projet ADAR Dialog piloté par l'AFIP et son comité scientifique animé par Pierre-Yves Guilheneuf de Geyser : partenariat notamment avec Yvon Le Caro de l'Université de Rennes et François Léger de l'Inra (2005 – 2008),
 - Des participations plus ponctuelles à des projets conduits par des partenaires comme le Casdar Paldu porté par la Chambre Régionale d'Agriculture des Pays de la Loire en partenariat avec l'ESA d'Angers ont également apporté leur pierre.

Terres en villes fut d'ailleurs sollicité pour participer au projet de RMT « Agriculture périurbaine » porté par la chambre d'agriculture 13 et l'INRA Montpellier, projet qui ne fut finalement pas retenu par le Ministère.

- La structuration des activités du chantier 2 consacré à la **protection et mise en valeur concertée des espaces agricoles périurbains**, principalement avec les opérations AgriSCoT conduites en partenariat avec le Certu⁹ et l'IAU¹⁰.
- La structuration des activités du Chantier 3 orienté à l'époque sur le développement des **circuits courts** :
 - le projet Interreg III B Arc Atlantique Agate conduit par l'association des chambres d'agriculture de l'Arc Atlantique (AC3A) renforça la coopération entre certaines agglomérations de l'Ouest, membres de Terres en villes (Lorient, Nantes) et le réseau. Celui-ci approfondit à l'occasion sa découverte de la recherche en Grand-Ouest.
 - l'opération Gouvalim I (2008 – 2010) et le partenariat avec l'INRA Sadapt.

⁹ Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques

¹⁰ Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France

- La structuration des activités du Chantier 4 orienté sur la **prise en compte de l'agriculture et des espaces ouverts** par l'Union Européenne. Le partenariat avec la recherche se développa et diversifia grâce aux travaux de l'inter-réseaux Developing Periurban Project (2006 à 2010 - échanges avec l'université de Wageningen, d'autres universités du Nord-Ouest de l'Europe, l'université de Girona, ...), et à l'association du réseau aux travaux de l'Arc latin sur la valorisation des ressources agricoles territoriales (échanges avec les universitaires de Turin, Pise...).

La découverte de la thématique « Gouvernance alimentaire » par le réseau Terres en ville, grâce à la coopération européenne

Paradoxalement, alors que les travaux de la recherche-action sur les systèmes alimentaires locaux territorialisés (SALT) pilotée par la FR Civam Bretagne avaient commencé et concernaient la métropole rennaise, membre fondateur de Terres en villes, c'est le **partenariat avec le Sud de l'Europe** qui mit la thématique alimentaire à l'agenda du réseau, à la faveur de la **nouvelle programmation européenne (Interreg et Réseaux Ruraux)**. Cette mise à l'agenda favorisa une **plus grande professionnalisation du partenariat avec la recherche**. L'influence grenobloise sur le réseau explique ce tropisme plus latin mais c'est aussi vraisemblablement une conséquence du choix de la coprésidence rennaise qui favorisait à l'époque une spécialisation de Terres en villes dans la planification et la protection des espaces agricoles.

La Diputacio di Barcelona profita du Forum inter-réseaux Developing Periurban Projects de Lyon le 23 février 2007 pour solliciter Terres en villes dans le but de trouver des agglomérations françaises partenaires pour le projet Interreg IIV B Med qu'elle souhaitait conduire sur la gouvernance de la chaîne alimentaire en région périurbaine. C'est à cette occasion que Terres en villes eut à connaître pour la première fois, la thématique. Ses travaux portaient jusqu'alors seulement sur les circuits courts.

Le projet Rururbal mobilisa deux agglomérations membres (Pays voironnais/Y grenoblois et Aix-en-Provence) et Terres en villes. L'université Aristote de Thessalonique, membre du projet apporta son appui théorique avec l'aide d'une doctorante française de l'université de Thessalie Volos. La forte implication de celle-ci dans la conduite d'un tel projet, avec des acteurs territoriaux, fut aussi une autre découverte.

Terres en villes choisit de faire valoir rapidement son investissement dans cette nouvelle thématique en proposant d'approfondir la **gouvernance alimentaire des agglomérations** dans le cadre du **premier appel à projet du Réseau Rural Français en 2008**. Cet appel à projets visait à donner du contenu au 1^{er} séminaire de lancement du Réseau Rural Français à Bordeaux en novembre 2008. C'est donc aussi **la nouvelle programmation européenne qui rendit possible cette opération en enjoignant aux Etats de créer ces réseaux**.

Pour le projet Gouvalim, Terres en villes s'entoura de partenaires agricoles aux sensibilités diverses (APCA, Trame, FN Cuma et FN Civam) afin de réaliser le premier état des lieux de la gouvernance alimentaire des agglomérations françaises. Le projet a bénéficié des apports de personnes très proches de la recherche comme Clive Peckham, animateur du réseau Alimenterra et partenaire de la FN Civam. Mais il a surtout bénéficié de l'implication de Jean-Baptiste Traversac, économiste à l'INRA Sadapt¹¹. Son **appui méthodologique** durant la majeure partie du projet a contribué à la rigueur de travaux pionniers. Ceux-ci ont eu un impact que ne soupçonnaient pas ses promoteurs. Gouvalim est encore régulièrement cité dans la littérature.

Gouvalim a assis une **première légitimité de Terres en villes sur la thématique de la gouvernance alimentaire**. Sur le plan national, ce fut aussi la première fois que Terres en villes pilota directement un projet multi-partenarial dans lequel la recherche jouait un rôle significatif¹².

L'apport de la recherche sur la gouvernance alimentaire et du programme PSDR

Le démarrage de la recherche sur la gouvernance et le système alimentaire

La recherche-action SALT semble avoir initié en France à partir de la Bretagne les **premiers travaux sur les Système Alimentaires Territoriaux**. SALT que pilotait la FR Civam Bretagne, a été marqué par les travaux précurseurs anglo-saxons et a affiché une **posture militante forte** dans un contexte breton dominé par l'agriculture productiviste.

Dans ces années, plusieurs **chercheurs souvent militants**, investirent la thématique de la gouvernance alimentaire. Gouvalim en est une petite illustration¹³.

Le programme PSDR, un impact plus important sur la thématique ... mais encore ponctuel sur Terres en villes

La **troisième génération PSDR** (PSDR 3, 2007 à 2011) n'investit pas encore le thème en tant que tel mais elle témoigne avec les projets emblématiques Coxinel (Languedoc-Roussillon) et Liproco (Grand-Ouest Rhône-Alpes) de la **généralisation de la thématique des circuits courts** et d'une vision plus large qui préfigure les thématiques futures de **l'agriculture de proximité** et de la **relocalisation/reconnexion de l'agriculture**. Les deux projets ont eu un impact fort sur les acteurs territoriaux engagés en faveur des circuits courts.

¹¹ A l'exception de la rédaction du Digest final rédigé par Terres en villes

¹² AgriSCoT a été plus une affaire d'acteurs et d'experts.

¹³ Il conviendra d'approfondir cette connaissance des recherches pionnières dans les travaux Capdor 2017.

Le projet Coxinel faisait suite à un travail réalisé dans le cadre d'un **projet européen Equal « Croc »** de 2005 à 2008. Le partenariat entre Yuna Chiffolleau de l'Inra qui travaillait sur la pluriactivité, sur la pauvreté, la fragilisation et le Civam de l'Hérault (qui « *accompagne les agriculteurs innovants. Il y a une grande pauvreté agricole dans l'Hérault. Ils ont été alertés par des conditions d'installation déplorables. La vente directe est aussi une affaire de survie, de dignité.* » selon Yuna Chiffolleau) était déjà en place.

Le projet s'est appuyé sur les résultats de Croc (dans le cadre de Croc, Civam et Inra ont organisé 30 débats territoriaux en Languedoc Roussillon surtout dans les hauts cantons héraultais. Il s'agissait de forums ouverts à tout le monde après interventions dans les écoles. C'est ainsi que remontaient les questions pour les débats.). Et il a été co-construit entre chercheurs, CIVAM, CUMA et Foyers ruraux.

Le projet qui fut le théâtre de **l'affrontement de deux conceptions des circuits courts** entre d'une part la Région et la chambre d'agriculture, et d'autre part l'Inra et le Civam, a été structuré en **trois axes : performance, consommation, territoire**. Il s'est agi d'une « recherche-intervention » fondée sur l'idée que l'on contribuait à modifier les choses en matière de :

- **D'approvisionnement local dans l'aide alimentaire** : Restos du Cœur et marché d'intérêt national ont été des partenaires majeurs de Coxinel,
- De la **valorisation des produits agricoles locaux** à Grabels avec **l'étiquetage** : mise en œuvre de l'innovation (cf. alliances, points de vue...). Les partenaires ont été les collectivités, les associations locales.

Dès le début, ils ont eu la chance de travailler avec la Ville de Grabels de 7 000 habitants, à 10 km au Nord de l'agglomération de Montpellier. Sur ce marché en circuits courts, Coxinel a mis en place une gouvernance horizontale, a inventé un système de différenciation et passé du marché à la politique générale de développement.

Coxinel vaut aussi par ses **livrables** (« Tout cela a été initié par Croc » selon Yuna Chiffolleau) : plaquette, cahiers Coxinel bien consultés, film, articles scientifiques, compte-rendu d'activités, formation à Supagro (important), le tout prenant appui sur un site Internet complet et qui reste actif plusieurs années après la fin du projet. Pour Yuna Chiffolleau, le côté original de Coxinel tient dans les débats locaux, les interventions dans les écoles, les deux expérimentations et le Forum régional Circuits courts qui a toujours lieu.

Le projet Liproco a connu quant à lui quelques vicissitudes au début, avant d'être réorganisé en 4 volets de recherche :

- VR1 : Comportement et motivations du consommateur
- VR2 : Recomposition du travail et du métier d'agriculteur
- VR3 : Stratégies collectives locales
- VR4 : Logiques d'acteurs et production de territoires

Dans le grand Ouest plus structuré, l'acteur référent était le FR Civam Bretagne (Gilles Maréchal qui coordonnait aussi la recherche-action SALT) et en Rhône-Alpes, c'était Terre d'envies (réseau de points de vente collectif) avec une forte participation de la Chambre régionale d'agriculture. Ces derniers étaient surtout intéressés par le volet études de marketing.

Outre son **interrégionalité**, la réussite de Liproco tient dans **la qualité de ses livrables**, le site type plateforme, le livre, et les fameux carnets Pro. Il y avait aussi l'idée de créer un observatoire des circuits courts en Rhône-Alpes mais elle n'a pas débouché.

Côté Terres en villes, les projets Coxinel et Liproco ont été en fait réellement découverts assez tardivement, à la faveur des travaux du groupe de travail circuits courts du Réseau Rural Français, groupe animé par Yuna Chiffolleau. C'est assez logique pour Coxinel qui intéressait le seul Languedoc-Roussillon, dont aucune agglomération n'était à l'époque membre de Terres en villes. Cela est plus étonnant pour Liproco qui étudiait des opérations dans 6 agglomérations du réseau. On l'expliquera par plusieurs raisons.

Tout d'abord, il existe dans Terres en villes une **tendance à l'entre soi** qui ne favorise pas toujours les prises de contact. Certaines agglomérations du réseau étaient des lieux privilégiés d'innovation en matière de développement et d'organisation des circuits courts et ne jugeaient **pas prioritaires les apports de la recherche** sur la problématique stricto sensu des circuits courts. C'était d'ailleurs aussi la tendance implicite du réseau. Ensuite la forte porosité entre le réseau et le territoire de l'Y Grenoblois est une exception et non la règle. Logiquement ailleurs, **les priorités locales l'emportaient sur les préoccupations du réseau**. Enfin, cette thématique est encore émergente à cette époque en Languedoc Roussillon ou en Grand-Ouest. C'est une **thématique militante, préemptée par des réseaux actifs et innovants** comme la FN Civam et même certaines chambres d'agriculture. Les apports des recherches-actions dédiées sont donc des **enjeux économiques et politiques importants pour ces réseaux** qui ne facilitent pas l'arrivée de nouveaux entrants. Il en est de même de la thématique de la gouvernance alimentaire aujourd'hui.

Le nouveau programme PSDR 3 eut cette fois plus d'impact sur Terres en villes même si c'est dans la période suivante, en fin de programme, que s'ouvrirent les opportunités.

Terres en villes a participé plus activement à PSDR 3. Le secrétaire technique toujours porteur de la « casquette ADAYG », a participé aux forums initiaux, au suivi de deux projets comme acteur parmi d'autres ainsi qu'à des réunions du groupe d'animation PARME sur les pratiques de recherche en partenariat, et aux journées recherche du symposium final de Clermont-Ferrand.

Sans que cela soit forcément conscient, cette implication plus forte traduit vraisemblablement une **meilleure appropriation du rôle de « passeur », de « plateforme et de « laboratoire » d'un réseau comme Terres en villes** répondant ainsi au conseil d'Alain Dassonville (ex

Directeur Régional Interdépartemental de l'Agriculture, l'Alimentation et de la Forêt de l'Île-de-France, père des PAEN et depuis bénévole à Terres en villes) qui estimait dès 2004 que ce type de réseau « *devrait plus s'adosser à la recherche* ». C'est sans doute aussi un **signe du développement des recherches (péri)urbaines en France**.

Deux coordinateurs scientifiques de projets sur le foncier périurbain (Nathalie Bertrand pour le Cemagref Grenoble, Christine Margetic pour l'UMR ESO Nantes) sollicitèrent Terres en villes pour participer à deux projets (Popfongo en Rhône-Alpes et Dytefort en Grand Ouest) à côté de l'acteur référent (SAFER Rhône-Alpes et AC3A). Il s'agissait également de donner plus de chances aux projets en faisant valoir les compétences du réseau national Terres en villes.

L'implication demandée était plus forte dans Popfongo, le Cemagref connaissant mieux le réseau via l'ADAYG et la thématique étant très proche du chantier 2 de Terres en villes à l'époque prédominant. Pour Dytefort, il s'agissait plus classiquement de participer à quelques rassemblements acteurs/chercheurs. Le défraiement des frais de déplacement était prévu mais les financements ne permettaient pas un investissement fort des organismes partenaires hors laboratoires de recherche.

Ce que l'on attendait de Terres en villes n'était pas clairement défini : c'était un partenariat ponctuel de bonnes relations. Terres en villes n'avait d'ailleurs rien projeté en la matière.

La petite implication dans Dytefort a surtout permis de poursuivre la découverte des chercheurs du Grand-Ouest et de renforcer les liens du réseau avec ses membres locaux. L'implication plus forte dans Popfongo (participation à plusieurs comités de pilotage...) a familiarisé Terres en villes avec la mécanique **PSDR Rhône-Alpes, le programme régional le plus abouti en matière de partenariat chercheurs/acteurs**. Terres en villes a alors pris conscience de ce qu'était le rôle de référent acteur en échangeant avec la SAFER Rhône-Alpes, et a mieux compris les difficultés de relations chercheurs/acteurs mais aussi de relations entre chercheurs dans un travail commun. Le réseau a également pris conscience de la **difficulté de concilier une valorisation qui tienne compte des intérêts régionaux et des priorités des territoires infra**.

L'appropriation des résultats de recherche a consisté à écouter les interventions des chercheurs au gré du processus, à lire les articles scientifiques (salariés et stagiaires) et à solliciter certains chercheurs lors d'ateliers ou rencontres organisées par le réseau¹⁴. L'équipe technique de Terres en villes était cependant trop restreinte (1,5 ETP au maximum) pour songer à organiser une diffusion importante des résultats dans le réseau.

Et il faudra attendre le troisième temps, celui de la recherche-action FAFU et du symposium final de PSDR 3 à Clermont-Ferrand, pour que le principe de copiloter un projet PSDR commence à être envisagé par le réseau.

¹⁴ Notamment Nathalie Bertrand pour les 1ères rencontres européennes des Leader périurbains du Mans

I.23 - Troisième temps (2010 – 2013/2014) : L'expérience initiatrice et formatrice, la recherche-action Formes Agraires Formes Urbaines

L'opération pluriannuelle Formes Agraires Formes Urbaines (FAFU, 2010 - 2014) est la **première recherche-action conçue par Terres en villes** et quelques chercheurs partenaires, à partir d'un questionnement issu des travaux du réseau.

Elle est un sous-produit de l'opération **AgriSCoT 2** qui revisita la démarche de prise en compte de l'agriculture dans le SCoT et approfondit quatre thématiques, dont celle de la place de **l'agriculture dans les formes urbaines**. Un atelier d'échanges de 50 participants le 15 décembre 2009 puis une Rencontre nationale qui réunit plus de 200 personnes à Rennes en novembre 2010 vérifièrent la pertinence du questionnement : *« Terres en Villes et ses partenaires Rennais et nationaux ont choisi de partir des formes agricoles et urbaines, une entrée à même de rendre compte du couple ville/campagne, de l'évolution de la ville et de son aménagement aux différentes échelles, de prendre en compte l'interrelation agriculture et bâti et d'étudier le rôle actif que jouent ou pourraient jouer les agriculteurs dans l'aménagement de la ville.*

Cette entrée sera conduite à trois échelles : échelle du grand territoire, échelle de l'interface bâti/non bâti et échelle de l'exploitation agricole. » Rennes, novembre 2010

Durant ce premier temps, se constitua un collectif informel qui regroupait des acteurs, l'équipe AgriSCoT, et des chercheurs, Roland Vidal et Pierre Donadieu de l'École Nationale Supérieure des Paysages de Versailles (ENSP), Gilles Novarina de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG) et Yvon Le Caro de l'université de Rennes (UMR ESO). Ce collectif décida de poursuivre l'aventure en conduisant une recherche-action pluriannuelle.

Le dépôt au printemps/été 2012 auprès des financeurs, la Datar et le PUCA, affina la problématique. Mais malgré l'aide financière accordée (70 000 euros de la DATAR sur quatre ans et 5 000 euros du PUCA), **la faiblesse des subventions en cette période de début de restriction budgétaire, pèsera sur la recherche-action**. Elle obligera à réduire l'activité recherche aux ateliers, conférences, séminaires d'échanges et travaux d'étudiant. C'est même le secrétaire technique de Terres en villes aidé de stagiaires du réseau, de membres de l'équipe AgriSCoT et du « coaching » d'Yvon Le Caro qui étudiera les 60 projets publics de mise en valeur des espaces agricoles périurbains pour élargir les apports de FAFU.

Ce n'est donc pas en matière d'études académiques que FAFU a été le plus important. Par contre, son apport a été **essentiel en matière de conduite d'un processus partenarial acteurs/chercheurs**.

Le projet a été articulé autour :

- des réunions régulières du collectif (programmation) adossées au séminaire annuel,
- d'un séminaire scientifique annuel en fin d'année axé sur une entrée spécifique de la problématique, ouvert largement et tenu dans une institution scientifique partenaire : l'Institut d'Urbanisme de Grenoble en 2012 avec pour thème la problématique de l'agri-

urbanisme, l'ENSP à Versailles en 2013 consacré à l'approche paysagère et hepia Genève en 2014 axé sur la dimension économique des projets agriurbains mais en fait surtout sur une mise en vis-à-vis des approches suisse, française et italienne.

- d'une conférence annuelle d'un chercheur de référence au printemps : Gérard Chouquer puis Jean-Marc Besse,
- d'un séminaire/atelier annuel réservé aux membres du collectif en septembre,
- des travaux sur les projets agri-urbains : travaux de Terres en villes tout au long du projet et ateliers d'étudiants en 2013/2014 à Rennes¹⁵ où ils furent particulièrement riches, Grenoble et Genève.

La co-construction entre chercheurs et praticiens a conduit à systématiser le **principe du binôme alterné « intervenant d'un monde/discutant de l'autre »** pour chaque séminaire et atelier. Ceci a créé un beau dynamisme qui mit en valeur progressivement le **triptyque chercheurs, concepteurs de projets agri-urbains et praticiens/acteurs**. La convivialité et l'ancrage territorial inhérents au réseau Terres en villes ont également joué au bénéfice du projet.

La publication des actes in extenso des séminaires, des conférences, la publication des résumés des travaux des ateliers d'étudiants et de fiches sur les projets publics de mise en valeur des espaces agricoles périurbains, les rapports de stage (dont le très bon rapport recherche du stage de Gildas Veysset sur la conceptualisation des formes), une communication simple in itinere, les interventions des chercheurs et du secrétaire technique (devenu entre-temps chercheur associé¹⁶ de l'UMR Pacte à Grenoble) lors de colloques de recherche, de séminaires d'acteurs et de formation (Résolia, CNFPT) ont assuré une assez bonne valorisation des résultats du projet.

Les travaux du collectif FAFU ont également encore élargi les réseaux « recherche » (hepia Genève, AgroCampus Ouest, Ecole d'architecture de Rennes ...) et « concepteurs » de Terres en villes. Ils ont réactivé des partenariats passés de l'époque d'André Fleury avec l'ENSP et le Politecnico di Milano. Et ils ont suscité des projets et collaborations connexes. Plusieurs chercheurs ont participé aux séminaires et ateliers du projet « Pour un SCOT rural de Qualité territoriale » et FAFU a enfanté le projet PSDR 4 Frugal.

Les limites de cette recherche-action n'en sont pas moins importantes :

- **Limites financières** : l'absence de financement propre, après l'arrêt des financements triennaux de la DATAR, ne permet pas de mettre en œuvre une valorisation finale à hauteur de l'ambition initiale et même des résultats :

¹⁵ L'atelier FAFU de Rennes a été construit entre l'Université de géographie de Rennes II, Agrocampus Ouest et L'école d'architecture. C'est ainsi que Catherine DARROT, sociologue d'Agrocampus Ouest a participé à aux travaux FAFU a débuté un compagnonnage avec Terres en villes.

¹⁶ Les travaux FAFU ont accéléré évidemment ce cheminement. L'effet déclenchant a été les échanges entre Olivier Turquin, Bernard Pecqueur, André Torre et Serge Bonnefoy dans le cadre d'interventions conjointes à un séminaire du projet européen d'AC3A Interreg IIB Nord-Ouest Anatole.

- L'absence de crédits affectés aux travaux académiques des laboratoires de recherche n'a pas permis d'assurer une implication de tous les chercheurs jusqu'à la fin de l'opération,
- la publication de l'ouvrage final a donc été impossible à mener à terme. Le retrait partiel pour des raisons de priorités stratégiques, du réseau du secrétaire technique qui animait le collectif n'a pas été compensé par une implication suffisante des coordinateurs scientifiques de l'ouvrage.
- le riche matériau sur les projets publics traité par Terres en villes est valorisé trop sporadiquement : six fiches expériences ont été publiées en 2015.
- **Déséquilibre entre partenaires** : en donnant une « coloration conceptuelle » aux activités du réseau, cette recherche-action a suscité des réactions ambivalentes de ses membres :
 - De nombreux praticiens, élus et responsables professionnels des membres et partenaires ont participé aux travaux et les ont appréciés créditant ainsi le réseau d'un rôle prospectif,
 - Mais plusieurs techniciens des institutions membres qui suivaient les travaux AgriSCoT ont déploré des échanges trop « stratosphériques ». Demandeurs d'outils directement opérationnels, ils ont regretté que le réseau « *aille trop dans la recherche* » et sacrifient les échanges entre pairs à l'écoute des contributions de chercheurs.

Cela oblige aujourd'hui le réseau à **veiller à un bon équilibre entre les différents publics et à organiser la valorisation de toute recherche-action à cette aune.**

FAFU a souligné les limites d'une co-construction spécifique originale, en dehors de tout cadre préétabli.

Durant cette période, Terres en villes poursuit d'abord en 2011 et 2012 son activité sur la thématique de la gouvernance alimentaire en participant à la rédaction du **livre blanc de l'International Urban Food Network (IUFN)** et en apportant son aide à la Région Nord Pas-de-Calais pour mettre en place la contractualisation Agriculture et Alimentation Périurbaine (CAAP'Agglo). Le développement des actions de ses membres en faveur de l'alimentation (cf. les projets Leader du Pays de Lorient et du Pays Voironnais), les résultats du projet Interreg IVB Rururbal et les interventions du secrétaire technique lors des deux colloques fin 2012 de l'IUFN et de la Chaire Unesco Alimentations du Monde SupAgro Montpellier, achevèrent de convaincre le réseau d'investir fortement le champ alimentaire.

En 2013, Terres en villes mit à jour sa connaissance de l'action publique alimentaire des agglomérations membres et organisa à Paris les 1ères Rencontres « *Relier politique agricole et politique alimentaires dans les agglomérations et métropoles françaises.* ». **Le regard de Terres en villes s'élargit au-delà du (péri)urbain grâce au Réseau Rural Français** : projet circuits courts avec l'APCA et la FPNR, projet « Pour un SCoT rural de Qualité territoriale ». Ils furent

déterminants pour **prendre en compte les spécificités du rural, diversifier le partenariat et défricher la problématique de la planification alimentaire** (atelier de Nègrepelisse).

Fin 2013, Terres en villes entérina logiquement la prédominance du chantier 3 « Economie agricole et gouvernance alimentaire » sur son activité.

L'apport de la recherche sur la gouvernance alimentaire et du programme PSDR

C'est durant ces années que le réseau découvrit plus largement la recherche dans le domaine de l'alimentation grâce à plusieurs canaux :

- Le **partenariat avec l'IUFN et surtout avec la Chaire Unesco Alimentation du Monde** a ouvert les portes sur la recherche anglo-saxonne et française sur la durabilité des systèmes alimentaires territoriaux,
- Le **rapprochement avec l'UMR Pacte de Grenoble**, l'Institut de Géographie Alpine et Bernard Pecqueur à l'occasion de l'octroi en 2011 à Serge Bonnefoy du statut de chercheur associé.

Ce rapprochement a initié une collaboration régulière durant plusieurs années entre Terres en villes et Caroline Brand, doctorante de Bernard Pecqueur, spécialiste du Food planning et membre du réseau de chercheurs Aesop. Un premier article entre Caroline Brand et Serge Bonnefoy publié dans une revue numérique québécoise concrétisa cette collaboration. Et la proposition de déposer un projet PSDR 4 sur la problématique alimentaire associant UMR Pacte et Terres en villes, fut émise par Bernard Pecqueur dès juillet 2011.

- Les **travaux FAFU qui ont rapproché en fin de recherche-action, l'agri-urbanisme et le food planning**. La participation à FAFU de Catherine Darrot d'AgroCampus Ouest, qui conduisait avec ses étudiants la prospective Rennes Ville Vivrière, en est une belle illustration. C'est à FAFU que l'on doit la proposition et l'opportunité de conduire le projet interrégional Frugal.

L'impact du symposium final de PSDR 3 à Clermont –Ferrand

Le **symposium final PSDR 3 de Clermont-Ferrand** en juin 2012, finit de convaincre le secrétaire technique de Terres en villes d'engager le réseau dans la co-élaboration d'un projet PSDR 4. Fort de l'apprentissage FAFU, Terres en villes a en effet pu décrypter plus aisément les travaux présentés (même si les résultats de certaines recherches sont quelquefois apparus trop généralistes pour intéresser durablement les membres) et entrevoir l'intérêt qu'il y aurait pour le réseau à s'inscrire comme référent acteur dans la prochaine dynamique PSDR.

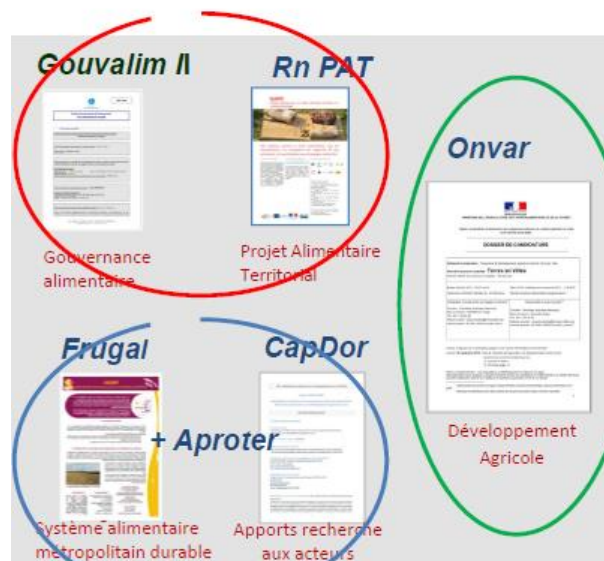
Cette conviction a été renforcée par les échanges plus approfondis avec les chercheurs de l'atelier organisé par l'UMR Métafort de Clermont-Ferrand, durant lequel le secrétaire technique de Terres en villes est intervenu. Ces échanges rendirent possible également l'écriture d'un second article conjoint entre Serge Bonnefoy et Caroline Brand, article publié fin 2014 dans GéoCarrefour.

1.24 - Quatrième temps (depuis 2015) : une stratégie Lieu ressources fondée en partie sur la coproduction de recherches-action comme le Projet PSDR 4 FoRmes Urbaines et Gouvernance Alimentaire (Frugal)

En fin de période précédente, Terres en Villes acquit la conviction que ses priorités étaient d'aider à l'émergence de la question alimentaire territoriale, de doter les acteurs de la méthodologie nécessaire à la co-construction de projets alimentaires locaux, et de contribuer à une meilleure prise en compte du territoire dans les politiques agricoles et alimentaires régionale, nationale et européenne.

Le Conseil d'administration du réseau entérinera cette stratégie en 2015 : Terres en villes devenait le réseau des politiques agricole et alimentaire d'agglomération et métropole, et s'organisait en lieu ressources.

Le réseau a formalisé son ambition d'être le lieu ressources des politiques agricoles et alimentaires d'agglomération et métropoles françaises à l'occasion du séminaire de lancement de projet Frugal en décembre 2015. C'est dire que cette stratégie suppose en particulier le renforcement du partenariat avec la recherche et la mise en œuvre de recherches-action structurées.



Le lieu ressources s'appuie sur l'articulation de quatre grandes catégories de projets:

- **Les deux projets de « mise en réseau »** des acteurs (**Gouvalim II** et **Rn PAT** – Réseau National pour un Projet Alimentaire co-construit et partagé). Le premier projet Gouvalim II soutenu par la Fondation Carasso est réservé aux acteurs des territoires de Terres en villes engagés dans une stratégie agricole et alimentaire d'agglomération et de métropole alors que le Rn PAT, bien plus large, intéresse l'ensemble des territoires français, ruraux, périurbains et urbains. Il s'agit à travers ses mises en réseau d'**aider à l'élaboration de stratégies, à leurs déclinaisons dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) s'appuyant sur une gouvernance alimentaire multi-acteurs adaptée**. Les chercheurs sont impliqués dans ces projets (Université de Grenoble, Lyon, Nantes et Paris, chaire Unesco Alimentations du monde Supagro Montpellier) de manière importante mais on ne les qualifiera pas de recherche-action pour autant réservant ce qualificatif à des modalités plus structurés et exigeantes.
- **Les appuis aux membres** (actuellement, appui au PAT de Nantes Métropole, au PAT de la Métropole Aix Marseille Provence/Pays d'Arles, appui à la Métropole Européenne Lilloise et à la Communauté d'agglomération du Douaisis) qui sont des apports concrets irremplaçables et des **garde-fous questionnant les créations méthodologiques** des deux mises en réseau.
- **Le projet de développement agricole Onvar** de Terres en villes intitulé « *Evaluer et renouveler les modalités d'implication des agriculteurs et du développement agricole dans l'élaboration de projets alimentaires territoriaux promouvant l'agro écologie* », s'adresse aux agriculteurs et aux techniciens du développement agricole. Il répond aux besoins spécifiques de cette catégorie de membres, cherche à mieux les impliquer dans des politiques faisant souvent la part belle aux collectivités et à la société civile, et souhaite décloisonner les mondes en reliant ces actions aux autres projets et acteurs de la **gouvernance alimentaire territoriale**. Il traite aussi spécifiquement des pratiques et de l'**agroécologie**. La collaboration avec la recherche est en cours : elle est à l'initiative de Terres en villes qui a peu de recul sur cette thématique. On peut rapprocher de ce projet la participation du réseau au projet « *Agroécologie au service de la restauration collective : intégration d'exploitations céréalières dans l'approvisionnement local* » conduit par le Conseil en développement de l'Agro-écologie (CDA) et soutenu par le Grand Lyon et la Fondation Carasso. Les chercheurs de l'Isara sont fortement impliqués dans ce projet.
- **Les deux recherches-action**, Frugal et AProTer, auxquels on apparie le MCDR CapDor qui est une capitalisation des savoir-faire partenariaux chercheurs/acteurs des projets PSDR 4 en matière de production et de valorisation des résultats de la recherche, sont centrées sur le **système alimentaire territorial durable**. Ce sont des projets

producteurs de connaissance et d'outils méthodologiques fondés sur une coopération chercheurs/acteurs structurée et formalisée. **AProTer** est en fait, moyennant quelques adaptations spécifiques, le pendant Frugal du Nord-Pas de Calais. Cela aurait dû être la troisième région du projet interrégional Frugal qui intéresse Rhône-Alpes et les 4 régions du Grand Ouest. Mais la Région NPDC a finalement décidé de concentrer ses moyens sur ses propres dispositifs de financement de la recherche et ne pas participer au Programme PSDR 4, alors qu'une équipe chercheurs/acteurs avait été constituée par Nicolas Rouget de l'Université de Valenciennes et Serge Bonnefoy, référent acteur Terres en villes. Heureusement, l'appel à projet de recherche régional a retenu AProTer.

Le projet interrégional PSDR 4 **FRUGAL** est l'aboutissement actuel d'un long processus de partenariat avec la recherche, une pièce maîtresse d'une stratégie du réseau qui combine ses enjeux propres et ceux de ses membres ainsi que le résultat de parcours plus personnels. L'élaboration du projet, idée de Bernard Pecqueur partagée dès 2011 avec Serge Bonnefoy qui cherchait également à préciser son projet de chercheur associé, a duré deux années : « *Dès 2013, le réseau a collecté régulièrement les attentes des acteurs rhônalpins et participé à toutes les réunions chercheurs. C'est d'ailleurs celui-ci qui a proposé l'interrégionalisation du projet¹⁷. Et le 1^{er} atelier acteurs-chercheurs Grand Ouest du projet FRUGAL organisé à Rennes en janvier 2015 a enrichi les méthodes de co-élaboration du projet entre chercheurs et acteurs.*

La méthode participative amorcée, qui a donné toute satisfaction, est reproduite et amplifiée lors des ateliers suivants : co-discutants acteurs et chercheurs, groupes, ateliers et séminaires participatifs, problématisation et discussion des résultats en commun garantissent cette démarche. Terres en Villes, acteur référent, garantit l'implication des acteurs et une bonne articulation entre échelle locale, régionale et interrégionale. Son statut hybride, la surface politique du réseau et de ses membres, et son investissement dans la thématique comme dans Frugal, offrent des conditions intéressantes d'une bonne valorisation locale, régionale et nationale voire européenne des résultats du projet. » (Frugal, 2015)

La mise en perspective de ces différents projets veut être une garantie d'un travail de qualité par croisement des entrées, des regards et des méthodes. Ces trois catégories de projets alimentent le lieu ressources constitué de l'intranet du site Terres en villes et du réseau de compétences de l'équipe technique et des techniciens des institutions membres et organismes partenaires associées (cf. agences d'urbanisme).

¹⁷ Frugal aurait dû aussi concerner la région Nord Pas-de-Calais si celle-ci n'avait pas renoncé au dernier moment à intégrer le programme PSDR 4.

La mise en ligne du lieu ressources est organisée en **trois grands types de ressources** :

- Les **ressources institutionnelles et compétences** du réseau et les ressources de ses membres
- Les ressources de Terres en villes dont les **outils méthodologiques** créés
- Les **ressources extérieures** jugées utiles.

Le site a été mis en réseau avec les sites de Frugal et de Rn PAT mis en ligne en février 2017. Terres en villes est chargé de l'animation des trois sites.

L'apport de la recherche sur la gouvernance alimentaire et le programme PSDR

Les recherches sur la thématique alimentaire se multiplient et se diversifient actuellement. Les approches militantes, anglo-saxonnes et le thème de la gouvernance alimentaire ne sont plus aussi exclusifs. **La durabilité des systèmes alimentaires territorialisés, la relocalisation de la production agricole, la démocratie alimentaire, l'implication des grands acteurs économiques, la planification alimentaire** sont devenus des objets de recherche importants.

Le développement de l'agriculture urbaine au sens d'Éric Duchemin (différentes formes de jardin et production maraîchère intra-urbaine) et l'instauration du **dispositif de Projet alimentaire Territorial par la Loi Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAF) de 2014** sont de puissants moteurs de la dynamique.

Le programme PSDR prend toute sa place dans la généralisation de la problématique puisque cinq projets qui seront suivis dans le cadre du MCDR Capdor, s'en sont emparés : les projets Frugal (Grand-Ouest et Rhône-Alpes), Inventer (ex Auvergne), SYAM (ex Rhône-Alpes), Perfecto (ex Aquitaine) et Agrige (Ile-de-France).

II – Les apports de la recherche au réseau Terres en villes

II.1 - Des apports certains mais toujours discutés

Durant ces 15 années d'activité, les apports des travaux scientifiques et méthodologiques de la recherche à Terres en villes ont pris trois grandes formes :

- **Les communications de chercheurs**
La présentation de résultats/enseignements de recherche via les communications de chercheurs dans les séminaires annuels du réseau en juillet, dans les ateliers annuels de techniciens et dans les activités des cinq grands chantiers (ateliers, séminaires, conférences, rencontres nationales) est la forme la plus usitée d'apport scientifique.
- **L'appui méthodologique** que l'on peut catégoriser en deux modalités :
 - *L'appui méthodologique pour l'organisation du réseau* : la création de la banque d'expériences doit beaucoup à André Fleury et à son réseau italien, le

partenariat recherche et l'organisation des différentes modalités d'échanges du réseau (atelier, séminaire ...) doivent beaucoup à Olivier Turquin, ex Cedag, Vivea et longtemps enseignant chercheur de l'IGA et de l'UMR Pacte et à son réseau mais aussi au dispositif PSDR rhônalpin.

- *Les appuis méthodologiques ponctuels pour les actions* des cinq chantiers : par exemple l'apport d'Yvon Le Caro, de Xavier Guillot pour SCoT Qualiter
- **Un partenariat approfondi sous forme de recherche-action**
 - Accompagnement d'une opération comme Gouvalim avec Jean-Baptiste Traversac (INRA Sadapt)
 - La participation ponctuelle de Terres en villes à des recherches-action extérieures
 - Recherches-action organisées : cf. FAFU, PSDR 4 Frugal

II.2 – Le bilan des apports des travaux scientifiques et méthodologiques de PSDR sur la thématique gouvernance alimentaire auprès du réseau et de ses membres

Ils ont déjà été présentés et mis en vis-à-vis de l'évolution du réseau dans la première partie sur le parcours recherche de Terres en villes.

En fait, les projets DADP 1, PSDR 2 et PSDR 3 ont peu concerné la thématique, en dehors du projet d'économie territoriale (Panier de Biens et Services) et des projets circuits courts Coxinel et Liproco.

Pour résumer, le tropisme agricole et rural des programmes PSDR, et les difficultés qu'ont les Régions à travailler avec leurs métropoles expliquent sans doute les faibles relations entre ces projets et le réseau Terres en villes.

C'est en fait plus le processus PSDR que les projets qui aura eu un impact sur le réseau et ses membres.

II.3 – Les premiers enseignements de PSDR4

Enfin on tiendra compte dans cette note de synthèse, des premiers enseignements de PSDR 4, et des éléments déjà recueillis sur les 5 projets traitant de la gouvernance alimentaire qu'analyse le MCDR Capdor : **Frugal** (Auvergne/Rhône-Alpes et Grand Ouest), **SYAM** (Auvergne/Rhône-Alpes), **Inventer** (Auvergne/Rhône-Alpes), **Perfecto** (Nouvelle Aquitaine) et **Agrige** (Ile-de-France).

La période de co-élaboration et de mise en place du projet Frugal met en exergue quelques enseignements stratégiques :

- Sur le dispositif du programme PSDR 4 :

- L'**apport de l'encadrement des animateurs du dispositif PSDR** qui ont facilité l'élaboration et la mise en place des projets comme projet Frugal mais une hétérogénéité des cultures d'animation PSDR entre régions,
 - La lourdeur du dispositif PSDR et de ces **normes administratives et financières complexes hétérogènes** en fonction des Régions qui rend difficile la dimension interrégionale pourtant particulièrement pertinente,
 - Le manque de connaissance dû aussi à un manque de transparence de la **contrainte budgétaire des diverses parties prenantes** source de conflits : manque de lisibilité des engagements financiers de l'INRA, méconnaissance du monde de la recherche sur la situation financière difficile des communautés d'agglomération et métropoles, une méconnaissance du coût de la recherche côté acteurs,
 - Une **gestion budgétaire hétérogène** difficile à articuler entre des régions PSDR 4 aux normes diverses et des laboratoires de recherche universitaires qui combinent mal les exigences d'une forte orthodoxie comptable de leur structure mère et la débrouillardise d'unités sans grands moyens et sans culture gestionnaire. Plus généralement, l'impact négatif d'un lancement quelque peu chaotique du programme en termes de sécurisation des financements.
- Sur les conceptions de la recherche action
 - Un certain **déséquilibre entre acteurs et chercheurs** qui vient du fait que ce sont plutôt les chercheurs¹⁸ ou les experts de structures intermédiaires de la valorisation l'ont théorisée sans que cette culture ait réellement irrigué les acteurs des territoires voire même une structure d'interface aux moyens limités comme Terres en villes,
 - La **diversité des postures et pratiques régionales des équipes de recherche** sur un thème aussi sociétal que celui de la gouvernance alimentaire : recherche neutre, recherche militante, recherche d'accompagnement... L'analyse de ces différences entre Rhône-Alpes et Grand-Ouest mériterait d'être conduite durant la réalisation de Frugal,
 - Le **décalage entre un principe de co-construction très ambitieux qui guide l'élaboration du projet et un principe de réalité de la fabrique de la recherche dans un budget contraint** : prédominance des parcours des chercheurs, territorialisation de ces parcours, difficultés de la pluridisciplinarité et importance du facteur humain. Ce peut être une source de malentendus et de déception entre acteurs et chercheurs.

¹⁸ Par exemple, l'article de Jean-Pierre Bréchet, Sandrine Emin et Nathalie Schieb-Bienfait de 2014 « La recherche-accompagnement : une pratique légitime » ou le guide «Partenariat acteurs/chercheurs : valoriser pour de nouvelles connaissances et dynamiques de territoires » de la plateforme régionale de développement rural Rhône-Alpes en 2013

- Le succès du séminaire de lancement confirme nous semble-t-il la **préférence des acteurs pour l'implication physique dans des temps d'échanges réguliers avec les chercheurs** : il faut prendre en compte les **limites de l'appropriation par la lecture** par une population de praticiens généralement en « état d'urgence » et d'élus et acteurs peu lecteurs ou saturés d'informations (on le constate aussi pour les productions de Terres en villes).
- Sur l'implication des acteurs dont celle du référent acteur:
 - La nécessité de bien **poser et différencier les rôles et les attentes** de l'acteur référent et des acteurs locaux d'autant plus que les chercheurs sont avant tout préoccupés, au démarrage du projet, de la qualité de l'accès aux terrains de recherche,
 - L'importance de **l'animation et du suivi des acteurs de terrain par le référent acteur** qui a un coût important dans un projet complexe,
 - **L'implication dans la fabrication même de la recherche in itinere**, du référent acteur mais aussi des acteurs locaux, à un coût non prohibitif pour les équipes de recherche,
 - La **valorisation in itinere conçue comme faisant partie du processus de recherche** (cf. glossaire, bibliographie commentée...) et non pas un simple acte final. Les difficultés de réalisation des fiches d'identité chercheur et le peu d'aide concrète apportée par les chercheurs à la réalisation des états zéro obligent toutefois à une certaine réserve sur cette production en début et en cours de projet.

Conclusion

Les prochaines étapes du travail engagé dans le cadre du projet CAPDOR permettront de compléter cette note selon deux axes principaux. En 2017, la présentation et l'analyse comparative des cinq projets PSDR 4 traitant de la gouvernance alimentaire territoriale et des circuits courts prolongeront l'analyse longitudinale abordée dans la présente note. On reviendra également sur certains points encore insuffisamment connus, notamment en matière d'histoire de la recherche française sur la thématique alimentaire. Enfin, des annexes à caractère méthodologique et illustratifs des opérations clés permettront d'enrichir les documents produits.

Contacts CAPDOR

	<p>Frédéric Wallet (Responsable du projet)</p> <p>André Torre Romain Melot Sabine Nguyen Ba</p>	<p>frederic.wallet@agroparistech.fr</p> <p>torre@agroparistech.fr romain.melot@agroparistech.fr Sabine.Nguyen-Ba@versailles.inra.fr</p>
	<p>Jean-Marc Callois</p>	<p>jean-marc.callois@irstea.fr</p>
 <p>Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie</p>	<p>Thomas Eglin Audrey Trévisiol</p>	<p>thomas.eglin@ademe.fr audrey.trevisiol@ademe.fr</p>
	<p>Vincent Jannot</p>	<p>v.jannot@terredeliens.org</p>
	<p>Serge Bonnefoy</p>	<p>serge.bonnefoy@terresenvilles.org</p>